Autopsie d'une agence d'émigration : étude des pratiques administratives du département de la Alya de l'Agence juive pour Israël, 1948-1960

*Autopsy of an Emigration Agency: Study of the administrative practices of the
Jewish Agency for Israel's Alya Department, 1948-1960*

*Autopsia de una agencia de emigración: un estudio de las prácticas
administrativas del departamento de Alya de la Agencia judía para Israel,
1948-1960*

Yann Scioldo-Zürcher

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/14328>

DOI : 10.4000/remi.14328

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2020

Pagination : 11-29

ISBN : 979-10-90426-66-5

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Yann Scioldo-Zürcher, « Autopsie d'une agence d'émigration : étude des pratiques administratives du département de la Alya de l'Agence juive pour Israël, 1948-1960 », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 36 - n°1 | 2020, mis en ligne le 03 janvier 2022, consulté le 14 avril 2022.
URL : <http://journals.openedition.org/remi/14328> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.14328>

Autopsie d'une agence d'émigration : étude des pratiques administratives du département de la *Alya* de l'Agence juive pour Israël, 1948-1960

Yann Scioldo-Zürcher¹

Dès sa proclamation en 1948, l'État d'Israël s'affirmait sur la scène internationale comme protecteur des Juifs « de la Diaspora ». L'esprit de la « Loi du retour » votée en 1950, qui officialisait le principe d'une politique migratoire destinée à toutes les populations juives — pratiquantes ou non — comme aux membres non-juifs de leurs familles, dut cependant s'incliner devant les réalités économiques et sociales d'un jeune pays en développement. La *alya* dite « de la Seconde Guerre mondiale », composée de réfugiés survivants de la Shoah, la première guerre israélo-palestinienne (1948-1949) et l'arrivée soudaine de populations juives expulsées de certains États belligérants, avaient laissé Israël exsangue ; et le premier Gouvernement de David Ben Gurion privilégia l'entrée aux migrants susceptibles de participer à son développement². Un éphémère ministère de la *Alya* maintint tout d'abord le principe, qui avait été celui de l'administration mandataire britannique, d'une migration par quotas de populations. En ayant toutefois élargi le nombre de personnes autorisées à venir s'installer. En 1952, une politique d'immigration choisie, sélectionnant les individus en fonction de critères socioprofessionnels, de santé et de classe d'âge fut mise en place. Accusée par les institutions sionistes de réduire les flux migratoires, sinon d'empêcher les départs, elle fut remplacée, au terme de l'année 1954, par la politique dite « Du bateau au village ». En contrepartie de l'ouverture complète des frontières pour toutes les personnes éligibles à la *alya* au titre de la « Loi du retour », les immigrants étaient autoritairement envoyés dans les « villes de développement » et les espaces frontaliers d'où il était difficile de pouvoir déménager (Bin Nun, 2003 ; Picar, 2013 ; Tsur et Scioldo-

1 Historien, chargé de recherche au CNRS, École des hautes études en sciences sociales, Centre de recherches historiques, membre des groupes « Études juives » et « Études sociales et politiques des populations, de la protection sociale et de la santé » (ESOPP), 54 boulevard Raspail, 75006 Paris ; yann.scioldozurcher@cnsr.fr

2 On désigne par le terme *alya* — « la montée » en hébreu — l'immigration légale en Israël des Juifs et de leurs familles. Le vocabulaire sioniste nomme ainsi *olé* (masculin), *ola* (féminin), (*olim-olot* au pluriel) le migrant quittant « la Diaspora » pour vivre en Israël. Cette immigration est organisée par la *Sohnout*, l'Agence juive, dont les bureaux sont ouverts dans tous les pays où des communautés juives sont établies, mais qui reconnaissent toutefois l'État hébreu.

Zürcher, 2017). De fait, l'Agence juive, l'organisme public d'immigration de l'État, eut une action confusionnaire : si elle promouvait l'immigration en Israël, en participant notamment à la création et à l'animation d'activités sionistes partout dans le monde, elle contrariait aussi « le principe d'une immigration libre » en imposant des règles strictes sur les trajectoires migratoires. À la fois « représentante avenante » et « sévère huissière d'Israël », la *Sohnout* infligea des formes inattendues de contrôle social sur des immigrants qui, en ayant souvent « sacralisé » le pays (Ellul, 2003), se heurtaient à sa réalité administrative.

Cet article étudie, dans une perspective historique, la construction et l'application des normes d'État organisant l'immigration en Israël et la façon avec laquelle elles ont contribué à la rudesse, sinon à la dureté des expériences migratoires. Il ne s'agit pas d'étudier les éventuelles désillusions, ou les réajustements intellectuels qu'ont dû entreprendre les personnes prises dans les étau d'une administration autoritaire, mais de construire l'histoire de la *Sohnout* par l'étude de ses pratiques administratives contraignantes — au sens entendu par Elias dans lequel l'État impose ses normes et crée une violence institutionnelle, réelle et symbolique sur les individus, venant contrecarrer leur capacité d'autonomie et peser sur « leurs destins immigrés » (Elias, 1973 ; Bourdieu, 2011 : 15 et suiv. ; Tsur et Scioldo-Zürcher, 2017). Les archives de l'Agence juive, conservées à Jérusalem³, permettent ainsi d'étudier comment un État « fabrique » sa population, en lui imposant une « violence administrative légitime » difficilement négociable et de fait, génératrice d'incompréhensions, sinon d'anxiétés et de colères. Enfin, si l'histoire des migrations en Israël a le plus souvent été construite selon le modèle des *ethnic-studies* anglo-saxonnes (Saadoun, 2005), dans lequel les communautés juives sont étudiées sous un angle culturaliste et leur migration pensée isolément des autres flux migratoires concomitants⁴, il nous a semblé intéressant, au contraire, de saisir de façon diachronique la pratique administrative de l'Agence juive au cours de la décennie 1950, sans jamais privilégier un groupe de migrants par rapport à un autre. Il s'agit, in fine, de mettre au jour le fonctionnement d'une agence d'immigration, dans un pays nouvellement créé, qui compte sur une « immigration choisie » pour mettre en œuvre sa pérennisation.

Sélection et classification des migrants. Le fonctionnement « théorique » d'une agence d'immigration

L'organisation mondiale de l'Agence juive

L'Agence juive, qui présida au peuplement de l'État d'Israël, disposait d'une importante administration, mise en place durant la période de l'Entre-deux-guerres. Elle orientait son action dans quatre directions principales : la création et l'animation d'activités sionistes — « *la idoud alya* » (« la promotion de la

3 *Central Zionist Archives* (C. Z. A. par la suite). La côte S6 regroupe l'ensemble des archives du département de la *Alya* de l'Agence juive ; la plupart des documents conservés sont rédigés en hébreu ; les retranscriptions sont de notre traduction.

4 À titre d'illustration, l'Institut Ben Zvi de Jérusalem a publié en 2005, sous la direction de Haïm Saadoun, un ensemble de volumes dédiés à l'histoire des Juifs orientaux originaires du Maghreb, du Machrek et du Moyen-Orient.

alya ») —, la sélection des ménages autorisés à partir en Israël, l'organisation des voyages et l'insertion des individus dans le pays⁵. Son département de la *Alya*, qui prenait à sa charge les candidats au départ, jusqu'au moment de leur arrivée en Israël, avait principalement une activité administrative consistant à classer et sélectionner les dossiers des *olim* en fonction de critères précis décidés par les différents ministères en charge des migrations. Il avançait les frais de voyage lorsque les ménages n'étaient pas en mesure de pouvoir les régler, négociait avec les États de départ et de transit les éventuels passeports collectifs et affrétait bateaux et avions. Il harmonisait enfin ses activités avec le département de la *Klita* — « de l'Absorption » — en veillant que les *olim* bénéficient d'un logement dès leur arrivée, ou du moins d'un lieu d'accueil. La plupart d'entre eux furent dirigés vers des camps de transit très inconfortables.

Son action consistant à approcher les individus sur leurs lieux de vie, puis à les encadrer tout au long de leurs trajectoires migratoires, fut couronnée de succès. Les *alyot* furent, dans plus de 99 % des cas, organisées par l'Agence juive⁶. Et du point de vue quantitatif, entre 1947, année du dernier recensement de la population réalisé sous le Mandat britannique, et 1961, le nombre de Juifs présents en Israël avait crû de 244 % (Sitton, 1962)⁷. Grâce à son incessante activité, plus d'1 million de migrants furent conduits vers Israël durant cette période⁸. Certaines migrations se déroulèrent dans un très court laps de temps, d'autres suivirent un rythme annuel régulier. Ainsi, 96 % des migrants originaires du Yémen sont arrivés entre 1948 et 1949⁹. De même, 96 % des *olim* d'Irak sont entrés dans le pays entre 1950 et 1951¹⁰. Inversement, les 9 426 personnes venues d'Inde vinrent en Israël au rythme moyen de 673 personnes par an¹¹. Les migrants étaient originaires de 102 pays : ils étaient les survivants de la Shoah, les réfugiés et déplacés de la Seconde Guerre mondiale, les personnes exclues de leur pays d'origine dans le contexte des guerres et tensions israélo-arabes, les résidents de régions en situation de décolonisation, de crise économique, de régimes dictatoriaux, mais aussi des individus volontaires, pour venir s'installer dans le jeune État, originaires d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord.

Pour organiser ces déplacements de populations, l'Agence juive était tout d'abord en capacité d'observer le monde, « en temps réel », via ses contacts permanents avec le ministère israélien des Affaires étrangères et son réseau d'ambassades et de représentations consulaires. Dans les États qui ne reconnaissaient pas Israël, elle maintenait de discrets liens avec les principales communautés

5 On ne trouve malheureusement pas dans les archives sionistes centrales un organigramme du département de la *Alya* et il reste difficile à l'historien d'en retracer son organisation administrative précise.

6 Quelques *olim* étaient entrés en Israël avec un « visa touristique », et avaient décidé d'y rester. Ils demandaient alors de faire leur *alya* tout en étant déjà présents dans le pays.

7 On estime à 652 000 le nombre de personnes juives en Israël en 1947, elles étaient 1 013 900 en 1949 et 2 234 200 en 1961.

8 C. Z. A., S6/1222.

9 *Ibid.* L'Agence juive estime à 46 403 le nombre d'*olim* venus du Yémen entre 1948 et 1962. 44 611 personnes sont arrivées entre 1948 et 1949.

10 *Ibid.* L'Agence juive estime à 123 755 le nombre d'*olim* venus d'Irak entre 1948 et 1962. 119 788 personnes sont arrivées entre 1950 et 1951.

11 *Ibid.* Hormis durant l'année 1954, qui vit l'arrivée de 1 515 personnes venues d'Inde, l'immigration est régulière sur toute la période.

religieuses. Elle distinguait ainsi les pays où les Juifs étaient menacés (et dans cette situation particulière, tous étaient immédiatement admis à migrer en Israël, selon le programme dit de « sauvetage des vies » — « *Toh nit ha hatsala* »), des pays dits « stables » où les migrants étaient sélectionnés selon leurs âges, leur état de santé et leurs catégories sociales et professionnelles.

Le département de la *Alya* était divisé en bureaux, dont tous avaient pour fonction d'approcher les « différents publics juifs » : un bureau de la *Alya* générale organisa l'immigration de la plupart des ménages adultes. Celui de la *Alyat ha Noar vé yéladim* (« *Alya* des jeunes et des enfants ») prenait en charge les départs de mineurs, orphelins ou partant sans leurs parents, après les avoir le plus souvent encadrés dans des associations de jeunesse. Le bureau de la Culture de la *Torah* orientait ses activités auprès des communautés religieuses orthodoxes¹². D'autres bureaux furent plus éphémères ou peu actifs, tel celui de la *Alya des classes moyennes*, supposé avoir une action dédiée auprès de populations désireuses de transférer leurs activités professionnelles indépendantes en Israël (dont les professionnels de santé, les artisans qualifiés, etc.)¹³.

Les bureaux centraux de l'Agence juive étaient installés à Jérusalem, à proximité des autres administrations d'État et des organisations juives mondiales, dont la *World Zionist Organisation* et le *American Jewish Joint Distribution Committee*. Les ministères des Affaires étrangères, des Finances, de la Santé, du Travail, du Logement, lui donnaient leurs directives pour organiser les migrations en fonction des besoins en main-d'œuvre, des capacités conjoncturelles d'accueil et des projections économiques dans une économie alors planifiée. Le ministère des Affaires religieuses, en lien avec le Grand-rabbinat d'Israël, veillait à la mise en place et à la conformité des règles alimentaires de *casheroute* dans les repas servis aux migrants, dans les camps de départ et de transit, comme dans les bateaux et les avions. Il statua aussi sur l'appartenance au judaïsme de certains groupes, éloignés des judaïsmes européens, maghrébins et moyen-orientaux demandant à migrer en Israël.

D'autres services, situés dans le quartier gouvernemental de Tel-Aviv, avaient à leur charge l'organisation des différents départements. Ce dispositif national travaillait en étroits liens avec « les bureaux de l'étranger ». Le « Département du Trésor », situé à Genève, centralisait les aides financières reçues des organisations internationales, dont celles des Nations Unies. Enfin, depuis le « Bureau pour l'Europe et l'Afrique du Nord » de Paris, l'Agence juive coordonnait les migrations depuis les démocraties libérales, où les départs vers Israël étaient libres. Il agissait aussi dans les États sous influence de l'URSS, où la *alya* fut parfois autorisée et organisait son intervention dans les pays récemment indépendants ou en cours de décolonisation d'Afrique du Nord. Ce Bureau participa aussi à régler les migrations asiatiques, d'Inde et de Chine, comme d'Afrique subsaharienne.

12 Ce dernier approchait les multiples communautés religieuses non séculaires et dont la vie quotidienne était rythmée par l'étude des textes religieux.

13 Il fut décidé au cours du vingt-quatrième Congrès sioniste (avril-mai 1956) de relancer son activité. Sans grand succès toutefois.

La reconnaissance individuelle du droit à migrer

Cette « organisation planétaire » permettait ainsi à toutes les personnes désirant migrer en Israël de soumettre un dossier de candidature auprès d'un employé de l'Agence juive, présent dans son pays et parlant le plus souvent sa langue, et d'être régulièrement informées des étapes de son instruction. Les Archives sionistes centrales ne conservent pas de dossiers individuels témoignant de la façon avec laquelle les migrants « apportaient la preuve » de leur droit à pouvoir migrer en Israël¹⁴. On sait cependant que l'administration acceptait tout document témoignant de l'appartenance individuelle ou familiale au judaïsme, par des actes religieux (actes de mariage par une autorité juive, de conversion, de recommandation, etc.), par la preuve des persécutions ethniques passées (certificats officiels de déportation des personnes ou de leurs proches, les certificats de *Displaced Persons* produits par [l']*International Refugee Organization* — IRO), ou même la mention de réseaux familiaux, telles les demandes de personnes déjà présentes en Israël s'engageant à recevoir le requérant, etc. Le « qualificatif juif » tel qu'il était alors entendu par la *Sohnout* s'avérait très large : il désignait les Juifs de différentes traditions religieuses, pratiquants ou non, les descendants de personnes de confession juive, voire les membres de quelques courants religieux proches du judaïsme, si toutefois le Grand-rabbinat et le ministère des Affaires religieuses d'Israël leur accordaient le droit d'immigrer. Ce fut le cas des karaïtes d'Égypte¹⁵, mais pas celui des karaïtes de Grèce, déclarés non-Juifs par les autorités nazies en 1934 (Green, 1979)¹⁶. Les membres des communautés juives indiennes, après enquêtes spéciales du ministère de la Religion, furent aussi admis dans l'État hébreu (Katz, 2000).

« L'administration de la preuve de l'appartenance » (Noiriel, 1998), soit la façon avec laquelle les personnes furent identifiées et admises à migrer par les institutions et les pouvoirs en place, semble avoir été aisée et témoignait du constant souci que les personnels de la direction de l'Agence juive, et de tous les ministères impliqués, avaient pour leurs coreligionnaires de la Diaspora. Ainsi, en Égypte, alors que les violences étatiques allaient grandissant à l'encontre des Juifs, l'Agence Juive et le ministère israélien de l'Intérieur organisaient, à partir de juillet 1952, un « système » de faux papiers afin de faciliter les libres départs du pays et l'accueil dans un des camps de transit en Grèce, en Italie, ou en France¹⁷. Une fois arrivées en Israël, le ministère de l'Intérieur officialisait une procédure d'identification des personnes qui appartenait à la coutume juridique *halakhique*¹⁸ : deux membres de la communauté religieuse d'origine témoignaient de la véritable identité du demandeur afin qu'il puisse obtenir des papiers d'identité à son véritable nom.

14 Ces derniers sont sans doute conservés dans les archives du ministère de l'Intérieur ou du ministère des Affaires religieuses, mais ne sont pas, à ma connaissance, consultables.

15 C. Z. A., S6/6524-233.

16 Le karaïsme est un courant du judaïsme qui s'est séparé du judaïsme rabbinique au cours du XI^e siècle de notre ère.

17 C. Z. A., S6/6542-40.

18 La *Halakha* est un ensemble de textes juridiques, coutumes et prescriptions, qui constitue la « loi juive ».

Il y eut cependant des cas complexes d'identification des individus. Ainsi ces passagers clandestins arrêtés par la douane israélienne à leur arrivée à Haïfa, alors qu'ils voyageaient sans papier sur un bateau venant de Libye. Une lettre en date du 29 décembre 1949 émanant du Bureau du contrôle des frontières, et adressée au ministère de la *Alya*, témoigne de la difficulté des autorités à vérifier l'éligibilité de ces passagers à la *alya* :

« [...] Sur le Astmaout [nom du bateau] [...], il y avait dix-sept personnes clandestines, embarquées à Tripoli, sans la connaissance du Bureau et sans aucune forme d'identification — il y avait des jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-neuf ans. Nous vous demandons de vérifier comment ces personnes ont embarqué sans que nous sachions qui nous allions recevoir. Il est très difficile de vérifier ces personnes ici, elles ne savent rien du judaïsme, et pas même sur quelle main mettre les *téfillin* [...]. »¹⁹

Ainsi, les dossiers de l'Agence juive, que devait remplir chaque candidat au départ, servaient de documents d'identification à partir desquels les passeports collectifs de sortie du pays et d'entrée en Israël allaient être dressés. Ils étaient aussi nécessaires pour catégoriser et sélectionner les migrants afin de décider qui allait partir, quand et vers quelle destination. L'étude de l'évolution des formulaires de la *Sohnout*, au cours de la décennie 1950, illustre ainsi les étapes de la politique d'immigration israélienne ; elle permet aussi de mettre au jour l'histoire de la catégorisation des migrants, qui s'est appuyée tour à tour sur leurs expériences vécues de la violence antisémite, et sur leurs appartenances sociales, politiques, puis, en dernier lieu, sur leurs origines nationales, qui dans bien des cas, correspondaient avec leurs origines ethniques.

La force des questionnaires : limitation de l'application du droit à migrer et acceptation contractuelles des éventuelles difficultés à venir

Parce qu'ils servaient à établir des documents officiels d'identité, les formulaires exigeaient tous, et pour chaque personne, enfants et adultes, des données d'état civil (auxquelles le candidat devait adjoindre sa filiation en mentionnant le plus souvent les noms et prénoms de ses parents), des renseignements sur la situation matrimoniale, la composition du ménage, et l'activité professionnelle exercée. Ils demandaient aussi une photographie d'identité. À ces documents classiques d'identification, similaires à ceux que tous les États demandaient à leurs ressortissants, l'Agence juive sollicitait des renseignements complémentaires, qui variaient en fonction des pays de résidence, et qui témoignent de la façon avec laquelle des données personnelles, privées sinon intimes, pesaient dans l'autorisation à partir en Israël.

Les *olim* de France, partant après la création de l'État, devaient remplir un questionnaire bilingue, en hébreu et français²⁰. Ils devaient indiquer s'ils avaient appartenu à une organisation sioniste (et auquel cas en donnaient le nom) et fournir des précisions sur leur état de santé et sur leurs trajectoires pendant la Seconde Guerre mondiale : les hommes avaient-ils été mobilisés (« où, quand,

19 C. Z. A., S6/7251-97. Selon notre traduction. Les archives ne nous renseignent pas sur la suite donnée à cette lettre, ni sur le devenir des personnes arrêtées. Les *téfillin* sont les phylactères qui servent à la prière des hommes.

20 C. Z. A., DD1/4253.

arme et grade ») ? Où la personne « se trouvait[-elle] » pendant la guerre, et si elle était « rentrée en France » (et à quelle date) ? Enfin, l'Agence juive, en connaissant les difficultés sociales et matérielles d'Israël, cherchait à savoir si le candidat pouvait être accueilli dans le pays par sa famille, ou s'il y possédait un bien immobilier. Il s'agissait-là d'une façon indirecte de savoir si le migrant allait venir amplifier la considérable crise du logement qui sévissait dans le pays et augmenter la surpopulation dans les *mahabarot*, les bidonvilles d'Israël. De même, l'État se montrait soucieux de son développement et demandait si la personne possédait « des fonds » à investir, et si elle donnait son accord pour accepter « n'importe quel travail ». Ce questionnaire était celui d'un pays plongé dans une crise sociale et économique complexe, et pour qui l'expérience de la persécution antisémite durant la guerre, le militantisme sioniste, mais aussi sa capacité d'autonomie, dans le travail et le logement, étaient des arguments de poids pour mettre en œuvre le droit à migrer.

Après 1954 alors que les flux européens se tarissaient et que l'État d'Israël avait abandonné la sélection des *olim* au profit de la politique dite « du bateau au village », dans laquelle le lieu d'installation était imposé par l'Agence juive, les questionnaires distribués aux populations marocaines changèrent²¹. Ils étaient uniquement en langue française, ne se préoccupaient plus de la situation militaire des individus, ni de leur militantisme sioniste ou des violences dont ils auraient été les victimes, et préféraient obtenir des renseignements sur la ou les langues parlées et le « degré atteint d'instruction en français », ce qui revenait à juger leur capacité d'insertion professionnelle dans une société moderne. Enfin, ces *olim* devaient évoquer brièvement leur projet migratoire en répondant à la question « que pensez-vous faire en Israël ? » afin de faciliter les opérations d'attribution de leur futur lieu de résidence. Si leur réponse concernait un métier du secteur primaire, ils étaient orientés dans les *kibboutz* et les villages agricoles ; dans les autres cas, ils étaient dirigés vers les métiers de l'industrie et des services offerts dans les villes dites « de développement », vers lesquelles la plupart d'entre eux allaient être envoyés sans avoir de possibilité de contester les choix que l'administration leur imposait (Scioldo-Zürcher, 2016).

Les questionnaires remplis au même moment par les *olim* d'Inde étaient quant à eux bien plus explicites en contractualisant les éventuelles difficultés sociales, professionnelles et matérielles qu'ils allaient rencontrer. Si les candidats devaient renseigner un formulaire en anglais similaire à celui des migrants du Maroc, ils devaient aussi signer une déclaration selon laquelle ils étaient conscients de la situation économique d'Israël et des difficultés auxquelles ils allaient devoir faire face²². Dès lors, ces migrants n'avaient aucune possibilité juridique de se retourner contre l'Agence juive ni même de demander une amélioration de leur situation auprès du département de la *Klita* en charge de leur insertion dans le pays.

Enfin, les dossiers exigés des candidats au départ de la Tunisie en 1959 étaient uniquement en français et comportaient un volet médical²³. L'Agence juive

21 C. Z. A., L28/77.

22 C. Z. A., S6/6599.

23 C. Z. A., S6/10074.

organisait un étroit contrôle sanitaire des *olim*, visant tout d'abord à empêcher l'entrée dans les pays de personnes contagieuses, atteintes notamment de la syphilis, de la tuberculose, du trachome et de la teigne. Elle cherchait aussi à éviter de surcharger les hôpitaux israéliens de patients susceptibles d'être soignés ailleurs. Seul un médecin venu d'Israël, et habilité par le ministère israélien de la Santé, certifiait l'absence de maladies, les guérisons et les non-contagions. Enfin ces formulaires demandaient si les personnes avaient été mobilisées et le cas échéant, si elles avaient combattu en Israël, ce qui leur donnait la reconnaissance symbolique de l'État et probablement l'accélération du traitement administratif de leur demande ou peut-être un meilleur soin apporté à leur orientation géographique.

Ces quatre formulaires, saisissant différents moments d'une pratique administrative, nous montrent quelles furent les catégories opérantes dans la sélection et l'orientation des migrants, et notamment comment le critère de victime de la Shoah fut, pour une migration non européenne, remplacé par une évaluation des conditions sociales et sanitaires servant à désigner les futurs lieux d'installation. Ces mêmes documents témoignent de la façon avec laquelle les questionnaires ont participé à inscrire les *olim* dans des trajectoires géographiques et professionnelles contraignantes, limitant leurs initiatives professionnelles et leur choix d'installation. Mais plus encore, ils illustrent comment l'enquête fut à la fois un outil pragmatique, organisant l'application du droit à la *alya* en le soumettant aux capacités d'accueil de l'État (sans jamais l'interdire, mais en retardant le moment du départ), mais aussi un instrument de domination en empêchant tout recours juridique des *olim* qui ne seraient pas satisfaits du sort que l'administration leur réservait, et qui n'allaient pas manquer de l'être. On pense notamment aux émeutes qui allaient éclater en 1959 à Wadi-Salib, dans la banlieue de Haïfa, au cours desquelles l'État fut accusé par des *olim* « orientaux » de ne promouvoir que la seule ascension sociale des originaires d'Europe et de construire activement la distinction sociale que l'on connaît entre populations sépharades et ashkénazes (Charbit, 2014).

Les travaux de Michael Inbar et de Chaïm Adler publiés en 1977, comparant les trajectoires socialement opposées de deux frères marocains, l'un parti en Israël et l'autre en France, et de Shohat (1999 et 2006) — pour ne citer qu'eux — sont devenus « les classiques incontournables » des études de sciences sociales portant sur Israël. En observant les effets sociaux et politiques de la ségrégation, ces chercheurs ont toutefois peu porté leur attention sur les prolégomènes de la violence d'État, qui a d'abord émergé dans les pratiques administratives du département de la *Alya*, via ses questionnaires, et non pas uniquement dans celles du département de la *Klita*, qui organisait la répartition et l'installation des ménages une fois arrivés en Israël.

« Le sauvetage d'un peuple » *versus* « l'effort sioniste ». La politique de gestion de la population migrante par le département de la *Alya*

La pensée sioniste fut une idéologie partagée par l'ensemble des membres de la direction de l'Agence juive, tous par ailleurs déjà « aux affaires » du temps du Mandat britannique et marqués par l'échec du sauvetage des Juifs

d'Europe face au génocide qu'ils savaient en cours (Segev, 2010). Après la création de l'État, traumatisée par son impuissance passée, L'Agence juive craint que d'autres massacres ne se reproduisent, au regard notamment de la permanence de l'antisémitisme en Europe centrale et orientale et des violences collectives et étatiques organisées dans « les pays d'Islam ». Et de ce fait, elle se pensait garante de l'avenir des Juifs du monde, tout en étant cependant très consciente des nombreux paradoxes qui entouraient son action : en organisant le transfert de populations, elle savait aussi que le pays n'était pas en mesure de supporter économiquement l'arrivée de trop nombreuses personnes socialement dépendantes. Elle tenait un discours de sauvetage, sinon de libération des Juifs, mais offrait aux ménages des conditions matérielles très précaires, dans un pays où la guerre était une menace quotidienne. Elle craignait aussi la *yérída*²⁴, le retour des migrants dans leur pays d'origine, et le ministère de l'Intérieur n'octroyait des visas de sortie qu'avec parcimonie et à un coût financier élevé. Aussi, le discours public de L'Agence juive présentait les difficultés des migrants comme un « mal nécessaire » à la migration et érigeait la tempérance, et la patience, en vertu publique. Et dans l'expérience migratoire, cela consista au réajustement des attentes des migrants, dont leur capacité de pouvoir supporter le paradoxe à devenir étranger dans un pays qui fut vanté comme le leur. Si la mémoire collective israélienne insiste encore aujourd'hui sur les déceptions des migrants à leur arrivée, elle ne s'est toutefois pas appesantie sur celles rencontrées au moment du départ qui furent aussi nombreuses et qui étaient directement dues à l'application des différentes politiques d'immigration israélienne.

L'attente au départ. La difficile gestion de flux mondialisés

En Égypte, alors que la situation des Juifs se fragilisait après les guerres israélo-arabes de 1948, Itzhak Raphael, qui fut directeur du département de la *Alya* entre 1948 et 1953, écrivait le 18 novembre 1949 à la direction de L'Agence juive en retranscrivant la lettre du *chaliach* (« émissaire ») présent sur place. Ce dernier était placé dans une situation complexe, car il lui avait été demandé de réduire les arrivées en Israël alors que 2 300 personnes avaient déjà reçu leur visa d'entrée et payé leurs frais de voyage. Il relatait ainsi les tensions qui étaient celles des populations juives locales, observées par la police égyptienne qui les soupçonnait d'être des « traîtres » à leur pays et de collusion avec « l'ennemi Israël »²⁵ :

« [...] En ces temps terribles, je vois de mon obligation de vous donner un résumé de la situation, de vous expliquer mon point de vue et celui des amis qui travaillent avec moi ici en Goshen [le nom biblique de l'Égypte]. Nous sommes dans un pays ennemi, tout notre travail est souterrain et les travailleurs de la *Alya* sont suivis par la police. Notre situation est que des milliers d'*olim* ont vendu leurs maisons, ont quitté leur travail, et attendent un visa ou un bateau pour les transporter.

Beaucoup d'*olim* ont envahi les bureaux dans lesquels nous travaillons, ont cassé les fenêtres et détruit les bureaux dans les cités portuaires. Nous avons difficilement

²⁴ La *alya* signifiant « la montée », son opposé, la *yérída*, se traduit par « la descente » et désigne de façon très péjorative, les départs d'Israël, le pays étant supposé être celui de tous les Juifs.

²⁵ C. Z. A., S6/6524-294-295.

empêché l'arrivée de la police, ce qui aurait pu causer de terribles conséquences. Cet exemple, un parmi de nombreux autres, montre la situation dans laquelle nous sommes.

Il est impossible, en ce moment, de réduire les flux de la *alya*.

[...] Il n'y a pas de possibilité de retarder la *alya* quand les personnes ont, entre leurs mains, le visa et le passeport. [...] Les personnes, au regard de leur situation, feront tout leur possible pour partir. [...] Je le répète, nous ne pouvons en aucun cas empêcher la *alya* de ceux qui ont un visa. Ils ont tout vendu, et sont assis sur leurs valises. Je ne peux pas décrire les conséquences que cela peut amener. [...] Et la tentative de retarder les départs nous amènera de sérieux conflits avec les autorités et on peut supposer qu'elles seront très heureuses de trouver une si belle opportunité pour commencer une grande opération contre nous. Il ne fait aucun doute que cela atteindra dans les jours prochains la presse locale. Il n'y a aucun doute que cela blessera aussi la communauté juive qui sera accusée de tout ce scandale.

Amis, après des discussions et beaucoup de considération, on ne peut empêcher la *alya* de 2 300 personnes en possession de visas. Elles voyageront dans tous les cas, et par n'importe quel moyen. Si nous ne les organisons pas, ils arriveront de façon désorganisée dans tous les ports d'Europe. Aussi ceux pour qui nous avons demandé des visas il y a déjà plus de deux mois font des scandales dans les villes portuaires, rentrent dans les consulats italiens, cassent les fenêtres et les meubles, la police a reçu l'explication que les agences de voyages (les bureaux avec lesquels nous organisons la *alya*) auprès desquelles les personnes ont payé leur voyage n'ont pas tenu leurs promesses et refusent leur transport [...]. »

La situation fut conjoncturellement réglée par une autorisation d'entrée en Israël, mais allait se reproduire à plusieurs reprises, de l'Affaire Lavon en 1954 à la proclamation par le Gouvernement égyptien, en novembre 1956, après la Campagne de Suez, de l'expulsion prochaine des Juifs de l'Égypte (Beinin, 1998).

Par ailleurs, les départs d'Égypte étaient aussi conditionnés, en l'absence de frontières ouvertes avec Israël et de lignes directes de transport entre les deux États, à l'accord des pays étrangers par lesquels les *olim* devaient transiter. En mars 1952, la France n'avait plus donné de visas temporaires d'entrée sur son territoire depuis trois mois, alors que 1 200 personnes devaient se rendre dans le camp de Marseille²⁶. Il fut décidé d'installer un nouveau camp de transit en Grèce. Mais en décembre de la même année, l'organisation d'une « *alya* de masse » n'était toujours pas mise en place, alors que la *Sohnout* en avait admis le principe depuis plusieurs mois²⁷.

L'attente, conjuguée à la crainte des migrants de devoir rester même temporairement dans un pays où les situations sociales, politiques et sécuritaires se dégradaient était ici la conséquence du *modus operandi* de l'Agence juive. Elle organisait son action à l'échelle du monde et, de fait, était dépendante des conjonctures politiques de tous les pays dans lesquels les Juifs demandaient à partir. Ainsi, le droit à partir, accordé aux uns, pouvait entraîner l'attente, sinon le refus, des autres. Les quotas de migrants étaient fixés deux mois à l'avance, mais pouvaient se modifier ou s'interrompre brusquement sous les coups d'une situation géopolitique changeante et entraîner au dernier

26 C. Z. A., S6/6524-67. À propos du Camp du Grand Arénas, voir les travaux de Témime et Deguigné (2001).

27 C. Z. A., S6/6524-8.

moment le dysfonctionnement de toute la chaîne administrative, touchant l'affrètement des moyens de transport, l'achat de nourriture pour les *olim* dans les camps de départ, de transit, et durant les voyages, et enfin l'obtention des visas collectifs²⁸. Une migration peu anticipée par l'Agence juive venant d'un pays où les Juifs étaient soudainement jugés en danger, réduisait par effet mécanique, les flux des autres *alyot* considérées en capacité de pouvoir être retardées. Ainsi, la Révolution communiste en Chine, et l'urgence à évacuer des personnes qui commençaient à souffrir de la famine en 1949, restreignirent les départs d'Europe et du Maghreb. Et dans ce contexte de tensions, l'Agence juive montrait peu de considération pour les situations économiques et immobilières des personnes à qui le départ avait été annoncé comme étant imminent et à qui elle demandait d'attendre encore « un peu ». La réponse du département de la *Alya* consistait le plus souvent à organiser les départs tout en déplaçant le temps de l'attente dans les camps de transit inconfortables d'Italie, de France et de Grèce, et sans jamais donner d'explication officielle sur l'origine des retards. La violence institutionnelle de l'attente n'en fut que renforcée.

La perturbation du fonctionnement des cellules familiales sous l'effet des politiques de quota et d'immigration choisie, 1948-1954

Les politiques restreignant les entrées en Israël entraînèrent aussi de brutales modifications du fonctionnement des cellules familiales, notamment en lien avec les activités du mouvement *Alyat Ha noar*, qui contribua à séparer les enfants de leurs parents, parfois pendant plusieurs années, et ne prit pas toujours le soin d'accommoder les trajectoires qu'elle imposait à des mineurs isolés. L'État d'Israël misait beaucoup sur l'immigration de jeunes en spéculant qu'une fois dans le pays, ils allaient rapidement apprendre l'hébreu et seraient en mesure de s'intégrer professionnellement avec plus de facilité que les adultes. La *Sohnout* organisait ainsi le transfert des enfants et adolescents, tout en promettant à leurs parents qu'ils pourraient les rejoindre rapidement. Or, la politique des quotas entraîna de longues séparations familiales. Dans une lettre du 10 mars 1953, le représentant du département de la *Alya* de Casablanca mettait au jour les violences morales que son activité entraînait sur les familles à la suite des instructions contradictoires qu'il avait reçues de Jérusalem²⁹ : en dépit des promesses qui avaient été faites aux parents âgés de moins de cinquante ans de pouvoir rejoindre rapidement leurs enfants, si ces derniers partaient les premiers, le gouvernement d'Israël maintenait sa règle de ne pas laisser rentrer dans le pays des migrants âgés de plus de trente-cinq ans. Cela, notait-il, « dérang[eait] le travail, caus[ait] une importante confusion et entrai[nait] une impression négative auprès des publics »³⁰. Ces séparations obligées laissaient non seulement les parents dans un grand désarroi, mais livraient aussi à eux-mêmes des adolescents, isolés dans un pays inconnu. De nombreux rapports mentionnent ainsi leurs fugues, leurs actes de délinquance et leur refus de toute autorité des travailleurs sociaux supposés les encadrer³¹.

28 C. Z. A., S6/6667.

29 C. Z. A., S6/6167-264.

30 *Ibid.*

31 C. Z. A., S6/6167-276-277.

De leur côté, les parents ne pouvaient pas, en raison du coût financier des voyages, ni aller les chercher, ni même organiser le retour de leurs enfants³².

D'autres familles encore avaient souhaité que leurs enfants reçoivent une éducation religieuse en Israël, mais leur méconnaissance des cadres éducatifs du pays, très segmentés sur ces questions, pouvait les induire en erreur, au point de les déscolariser. Ce fut le cas d'enfants originaires d'Algérie, partis en juillet 1954, dont les familles, « traditionnalistes », n'avaient pas été informées du système religieux dans lequel les élèves orthodoxes étudiaient, où « l'enseignement profane » n'avait aucune place dans les programmes scolaires, et qui n'étaient d'ailleurs pas toujours dispensés en hébreu, mais aussi parfois en yiddish. Ne voulant, ni ne pouvant étudier la *Thora* comme les élèves des *yeshivot*, ils furent tardivement envoyés dans des écoles plus adaptées à leurs attentes et compétences³³.

L'empressement du département de la *Alya* à faire partir les enfants put aussi conduire à négliger les soins médicaux à dispenser avant leur voyage, selon les exigences qui étaient celles du ministère de la Santé israélien. Nombreux furent les cas des originaires des régions rurales et montagneuses du Maroc, qui voyageaient avec des maladies contagieuses et qui auraient théoriquement dû être soignés avant l'embarquement. Ainsi, parmi les enfants partis le 15 février 1952 de Casablanca, les médecins israéliens avaient dénombré, à l'arrivée, vingt et un cas de trachome, ce qui imposait aux malades d'être mis en quarantaine, le temps de leur traitement³⁴.

Les exemples de familles séparées et maltraitées abondent dans les archives ; ils mettent en lumière la « tyrannie du quota » exercée par la *Sohnout* et les contradictions structurelles de l'exercice du métier d'agent de la *Sohnout* en poste à l'étranger, mieux rémunéré qu'en Israël et à l'affectation temporaire. D'un côté, le *chaliah* devait remplir des objectifs chiffrés, et de ses résultats dépendait la prolongation de sa mission à l'étranger. De l'autre, ses « bons résultats » conduisaient son administration à devoir prendre des mesures restrictives, sinon violentes à l'endroit de familles qui avaient été approchées et convaincues de la nécessité de partir³⁵.

Enfin, les services du département de la *Alya* développèrent une brusquerie généralisée envers les *olim*, lorsque les quotas furent abandonnés par le Gouvernement d'Israël à la fin de l'année 1954, et qu'ils durent mettre en œuvre la politique d'installation autoritaire dans les espaces périphériques du pays. Les populations n'avaient désormais aucun recours face à une administration qui imposait autoritairement des décisions d'orientation prises arbitrairement et contre elles.

32 Il était nécessaire, durant la décennie 1950, d'avoir un visa de sortie — payant et soumis à autorisation — pour pouvoir quitter le pays.

33 C. Z. A., S6/6167-114.

34 C. Z. A., S6/6167-271.

35 En l'absence de manuel, ou de notes argumentatives internes conservées par les archives, on ne connaît malheureusement pas les argumentations développées par les émissaires de l'Agence juive.

L'autoritarisme d'une administration. La politique du bateau du village en actes

À partir du mois de décembre 1954, les départements de la *Alya* et de la *Klita* décidaient de l'orientation finale des ménages en Israël. Toutefois, aucun ne prit le soin de les informer, à l'avance, des lieux vers lesquels ils étaient envoyés. Ce n'était qu'au dernier moment de leur voyage, au cours de leur traversée par bateau, ou durant le vol des avions, que les lieux de destination étaient décidés et dévoilés aux personnes. Cette annonce n'était pas non plus accompagnée d'une explication, même sommaire de la ville et du village vers lesquels ils étaient envoyés. Immédiatement après les formalités de douane et les cérémonies d'accueil, les *olim* étaient conduits par autobus vers leur nouvelle demeure, où lorsque celle-ci n'était pas encore construite, vers le camp de transit situé à l'emplacement même de leur futur logement.

Pour empêcher que les informations ne circulent entre les *olim* et puisse conduire à un éventuel refus de « monter » dans les autobus, le département de la *Alya* exigeait ainsi que les directions des compagnies de transport éditent des circulaires auprès de leurs employés, leur enjoignant, quand ils étaient israéliens et connaissaient le pays, de ne pas communiquer avec les passagers et de s'abstenir de répondre à leurs questions portant sur les lieux de résidence ainsi attribués³⁶. Cela, assurait l'administration, perturbait le travail des employés, quand certains *olim* exigeaient, au regard des renseignements qu'ils avaient obtenus, de changer de localité. En effet, si la plupart étaient envoyés dans les « villes de développement », de grandes différences existaient entre elles, en termes d'isolement géographique, d'accès aux services publics et à l'emploi, de climat, etc. Une installation à Beït Shemesh dans le centre du pays n'était évidemment pas comme un envoi dans la ville frontalière de Beït Shéan dans la vallée du Jourdain où le conflit avec la Jordanie était encore présent, de Dimona ou de Beer-Sheva, situées dans le désert du Néguev.

L'administration de la *Sohnout* préférait se montrer peu diserte et, de ce fait, « retarder le possible moment de la colère » des migrants susceptible d'éclater à la découverte des réalités concrètes de leur lieu d'installation. Elle préférait consacrer le temps du voyage à organiser des distractions joyeuses, des conférences portant sur la symbolique de la *alya* et de l'effort individuel à venir, de respecter les fêtes religieuses et les prescriptions du Shabbat, et de promouvoir l'idéologie du dépassement de soi, dans la logique du sentiment pionnier développé par le mouvement sioniste durant la période du *Yshouv*³⁷.

La direction du département de la *Alya* ne semble cependant pas avoir pensé son activité comme étant trompeuse envers les *olim*. Bien au contraire, l'idéologie soutenant son action, celle d'un peuple à sauver par la construction d'un pays, et la mise en pratique de la théorie « herzlienne » du « regroupement des exilés » l'empêchait de prendre en considération les mécontentements individuels, pensés comme inhérents à toute « transplantation » de populations, et secondaires dans l'objectif de la construction du pays.

36 C. Z. A., S6/6896.

37 Le *Yshouv* est la période qui se réfère à la Palestine, ottomane ou mandataire, avant la création de l'État d'Israël.

Par ailleurs, en considérant que son travail s'arrêtait au moment du débarquement des migrants, le département de la *Alya* laissait la gestion des conflits, qui n'allaient pas manquer d'éclater, au département de la *Klita*, avec lequel il entretenait d'ailleurs de permanentes rivalités politiques, notamment sur la question de la place à accorder à la religion dans la société israélienne en construction.

Des *olim* pris dans le conflit idéologique opposant départements de la *Alya* et de la *Klita*

Les deux premiers directeurs du département de la *Alya*, Itzhak Raphael (de 1948 à 1953) puis Shlomo Zalman Shragay, appartenaient tous deux au mouvement du *Hapoel HaMizrachi*, le parti sioniste religieux. Leur idéologie, selon les propres termes de Shragay, visait à assurer que « Dieu, la *Tora* et le pays d'Israël [soient] la colonne vertébrale de la nationalité juive, et l'essence même de la nation juive » (1976 : 48). Ce triptyque théocratique fut la ligne de conduite de la direction du département et la base de l'action publique envers les *olim*. En lien avec le ministère des Affaires religieuses, le Grand-Rabbinat d'Israël et les partisans du sionisme religieux, le département imposa le respect des règles religieuses juives tout au long du processus migratoire des *olim*, dont l'observation du repos durant *shabbat*, la casheroute de la nourriture servie, et de façon générale, luttait contre toutes les formes de « profanation publique » des règles religieuses qui auraient été commises au nom de son département, et donc de l'État³⁸. Il mena ainsi un long combat politique et administratif pour qu'un *machgiah* et des chefs cuisiniers religieux soient embauchés sur les bateaux, et assurent le respect des règles alimentaires des Juifs pratiquants, les prières et éventuellement le déroulement des fêtes, religieuses et nationales³⁹. Il imposa, dans cette logique, une pratique administrative contraignante : des comptes rendus sur le maintien de la casheroute devaient être rédigés au terme de chaque voyage, afin qu'en cas de dysfonctionnement, les sociétés de transport résolvent immédiatement les problèmes constatés. La « mise au pas religieux » de la compagnie maritime nationale israélienne Shoham prit plusieurs années ; mais à partir de 1955, l'entière conformité religieuse de la chaîne alimentaire — de l'achat à la préparation des denrées — était assurée⁴⁰. Suivant cette même logique, lorsque Gomulka, Premier ministre de Pologne, autorisa à partir de 1957 une émigration d'ampleur de ses ressortissants vers Israël (Węgrzyn, 2011), il fut admis de ne pas organiser de transport aérien du vendredi au dimanche matin, quitte à ne pas pouvoir évacuer toutes les personnes qui attendaient leur départ si le gouvernement polonais décidait de fermer brutalement ses frontières⁴¹. Inversement, le département de la *Klita*, sous l'autorité de Giora Yoseftal, se plaçait sous l'influence du bloc sioniste et socialiste du Mapai et du Mapam, au pouvoir depuis 1948 (Abitbol, 2018 : 260 et suiv.). Il considérait que la « chose religieuse » ne devait interférer qu'à la marge de la société israélienne en construction, et que l'orthodoxie religieuse ne devait pas avoir les mains libres dans la gestion des migrants.

38 Il mettait ainsi en pratique « le statu quo » religieux décidé par Ben Gourion en 1947 qui accordait « une place éminente au judaïsme dans la culture israélienne » (Abitbol, 2018 : 261).

39 Le *machgiah* (*machgihim* au pluriel) est un surveillant de casheroute.

40 Voir notamment C. Z. A., S6/6845, S6/6865, S6/6893 et S6/6894.

41 C. Z. A., S6/7043.

Les fonctionnaires travaillant dans ces deux départements, dont le recrutement n'était pas organisé par un concours qui leur aurait assuré une certaine neutralité, mais par cooptation, ne mettaient pas toujours en place, en raison de leurs rivalités fondamentales, des mesures apaisantes à destination des populations dont ils avaient la charge. Ils préféraient réserver leurs faveurs, et le traitement d'éventuelles plaintes, à l'aune de leurs appartenances politiques, imposant de ce fait aux *olim* de s'insérer dans le conflit théocratique israélien naissant (Friedmann, 1965 ; Zuckermann, 2011), et qui était bien souvent éloigné de leurs préoccupations immédiates⁴². Aussi, ont relèvé de nombreuses reprises dans les rapports des voyages envoyés à l'administration centrale de la *Sohnout*, les effets de l'action militante de certains employés sur des *olim* pris dans conflits qui n'étaient pas encore les leurs : des religieux manifestaient leur colère pour avoir reçu les cabines les plus inconfortables, du moins quand les membres du département de la *Klita* les leur attribuaient. Certains *machgihim* ont pu parfois préférer jeter la nourriture par-dessus bord, quitte à priver les passagers de leur repas, quand un risque de non-respect de la casheroute était pris⁴³. Inversement, les employés de la *Klita* reprochaient l'imposition de règles religieuses sur des personnes qui n'y étaient pas sensibles, et donc de pousser les *olim* à les enfreindre, parfois au prix de la colère de rabbins et de surveillants de casheroute travaillant sur les bateaux. Certains se plaignaient ainsi d'avoir été empêchés de fumer, de pouvoir utiliser leur argent dans les bars, ou de pouvoir débarquer à terre durant le shabbat, comme les règles *halakhiques* l'imposent⁴⁴.

De même, certains employés du département de la *Alya*, sans aucun doute d'obédience orthodoxe, avaient pris l'initiative, en 1956, de distribuer des questionnaires à des *olim* de Pologne voyageant par bateau, afin d'obtenir les noms des couples religieusement mixtes, dont les femmes n'auraient pas été converties au judaïsme ou dont les hommes n'auraient pas été circoncis⁴⁵. Certains se demandèrent si, dans ces circonstances, ils pouvaient les laisser débarquer librement « en terre sainte », devenir des Israéliens au même titre que les autres et ainsi « menacer la cohésion du groupe ».

La violence ici manifestée envers les *olim* n'était plus de l'ordre de la rencontre avec l'administration de l'État d'Israël, mais bien de leur insertion brutale dans le conflit politique et religieux israélien. Et, en l'absence de constitution et de définition claire de ce qu'était l'État d'Israël, pays à la fois compris comme un « État juif » et un « État pour les Juifs » (Klein, 2008), et ne sachant si les normes administratives étaient de l'ordre de la coutume, de la foi religieuse ou de la réglementation d'État, les éventuels transgresseurs étaient soumis à l'autorité d'un employé, qui agissait au nom de ses convictions personnelles, et usait d'un important pouvoir de domination symbolique qui marqua durablement

42 Le sociologue, constatait en 1965, la déjà forte prégnance du conflit théocratique en Israël.

43 C. Z. A., S6/6893 à 6898.

44 *Ibid.* L'embarquement et le débarquement des passagers durant shabbat fut une question très conflictuelle, jusqu'à ce que l'entreprise Shoham convienne, à partir de 1955, de ralentir la vitesse de ses navires, si l'arrivée au port risquait de se produire durant ce temps de repos religieux imposé aux passagers.

45 Ces documents ne sont pas consultables aux archives sionistes ; ils ne sont pas même référencés dans les inventaires d'archives. On trouve cependant mention de leur existence dans quelques rapports de voyage.

les esprits de tous les migrants. Le conflit opposant religieux aux laïcs, se confondant souvent aux dissensions entre Ashkénazes et Orientaux, allait ainsi conduire à d'importantes redéfinitions politiques et morales sur ce que signifiait désormais « être juif » et habiter Israël, et qui s'imposait aux migrants au moment même de leur voyage.

Conclusion

Comment penser la pratique administrative du département de la *Alya* de l'Agence juive lorsqu'elle engendrait des violences institutionnelles nées de l'ambivalence entre l'adhésion de migrants à un projet national et sa mise en œuvre par une administration autoritaire et peu préoccupée par les cas individuels ? Les mises en pratique de politiques d'État organisant la sélection de migrants sur des critères objectifs, sans que les personnes qui en furent les victimes puissent les contester, l'imposition d'un calendrier administratif sans grandes préoccupations des temps personnels, privés ou professionnels des *olim*, leurs attentes anxiogènes dans les pays de départ et de transit, les déstructurations des sphères familiales et la séparation contrainte des familles, le silence mensonger, l'absence d'interlocuteurs autres que des agents de la *Sohnout*, la non-tenue de promesses voire la soumission au pouvoir discrétionnaire des fonctionnaires, appartiennent à l'expérience migratoire sioniste de la décennie 1950. Mais comment les historiens travaillant sur Israël peuvent-ils l'étudier ? L'historiographie est traversée depuis le milieu de la décennie 1990 par une tendance au « jugement moral rétrospectif », en lien avec ce qui a été qualifié de « nouvelle histoire » (Morris, 2007 ; Sand *et al.*, 2010) et qui a contribué à diviser de nombreux chercheurs sur des savoirs qui ne sont pas scientifiques, mais idéologiques. Certains, dans le sillage de « l'École dite de Jérusalem », pensent qu'une histoire critique conduit à déconsidérer et à fragiliser le pays dans son actualité toujours complexe. D'autres, au contraire, assurent qu'il est de leur devoir de révéler ses errements, quitte à parfois grimer des essais politiques en ouvrages historiques. La question qui est ici la nôtre n'est pas de savoir si la violence administrative envers les *olim* était morale, ou justifiée, au regard d'un impérieux besoin d'une immigration choisie devant assurer la stabilisation politique et économique d'un pays encore fragile. Il ne s'agit pas plus de conclure si les *olim* ont été dupés par l'État d'Israël, ce qui reviendrait à nier leur capacité d'autonomie. Bien au contraire, rendre publique l'expérience historique de l'État par l'étude de la pratique administrative de son agence d'immigration, consiste d'abord à comprendre le contexte moral et politique très particulier de l'après-Shoah, dans lequel l'idée d'un sauvetage des communautés juives valait blanc-seing et justifiait des violences institutionnelles que tous pensaient temporaires et qui pesaient peu face à l'idée que de nouveaux massacres pouvaient se produire. C'est aussi étudier l'intervention de l'Agence juive à l'échelle globale, par sa mise en œuvre d'un ensemble de pratiques administratives mondialisées qui devaient à la fois identifier, aller à la rencontre et convaincre du bien-fondé de migrer en Israël et, dans le même temps, accueillir des communautés entières, sans sélection de migrants, dont certaines connaissaient des situations d'urgence et quittaient leur pays en quelques mois. C'est aussi concevoir la direction de l'Agence juive à l'image « d'une salle de contrôle au service de l'État », canalisant des flux migratoires venant de tous les continents. Et de ce fait, cette administration a peu anticipé les conséquences de

son action à l'échelle des individus ni même organisé des formes de régulation au regard des informations collectées sur les terrains de ses interventions. La violence institutionnelle de la *Sohnout* était ainsi structurelle, au sens où l'administration ne prêtait qu'une très faible attention au récit des expériences migratoires individuelles et n'avait aucune volonté de modifier en conséquence sa pratique administrative. Elle était aussi conjoncturelle : en participant aux nouvelles répartitions géographiques des Juifs dans le monde, la *Sohnout* avait des contraintes de temps qui l'empêchaient d'organiser une immigration sereine. Elle était enfin idéologique : si l'Agence juive fut l'objet de nombreuses critiques, dans la presse israélienne comme dans celle de la Diaspora, elle avait aussi à sa disposition un appareillage idéologique, et un répertoire rhétorique, jouant sur les appartenances identitaires juives et le patriotisme israélien, qui lui permettaient de justifier « l'exercice de sa violence ». Elle recrutait les mondes juifs qu'elle pensait menacés, organisait la survie des rescapés de la Shoah et la renaissance de la culture religieuse disparue de l'Europe centrale, et assurait avoir la conviction qu'en déplaçant les Juifs vers de nouvelles frontières, elle leur garantissait un avenir serein. Et à ce titre, les critiques formulées par les migrants étaient, à ses yeux, de l'ordre du « mal nécessaire ». Mais étudier l'État par sa seule fonction organisatrice, ici la fabrication de sa population, n'est pas suffisant. Si l'on pense avec Bourdieu que l'État « est le nom que nous donnons aux principes cachés, invisibles [...] de l'ordre social, et en même temps de la domination à la fois physique et symbolique, comme de la violence symbolique légitime » (2012 : 19-20), il faut aussi penser le département de la *Alya* comme celui qui organisait le consentement des *olim* à vouloir devenir israéliens, en dépit des « épreuves migratoires » qui étaient les leurs au moment même de leur départ et qui n'étaient qu'un « avant-goût » des difficultés qu'ils allaient rencontrer une fois installés dans le pays.

Références bibliographiques

Abitbol Michel (2018) *Histoire d'Israël*, Paris, Perrin.

Beinin Joel (1998) *The Dispersion of Egyptian Jewry: Culture, Politics, and the Formation of a Modern Diaspora*, Berkeley, University of California Press.

Bin Nun Yigal (2003) La quête d'un compromis pour l'évacuation des Juifs du Maroc, *Pardès*, 34, pp. 75-98.

Bourdieu Pierre (2012) *Sur L'État Cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Le Seuil.

Brutzkus Eliezer (1954) *Report on problems of Geographical Distribution of Population in Israel*, Jerusalem, Central Bureau of Statistics, Planning Department.

Charbit Denis (2014) Métamorphose du rassemblement des exilés. De la tradition juive au sionisme et à l'État d'Israël, *Pardès*, 56, pp. 267-282.

Elias Norbert (1973) *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy.

Ellul Jacques (2008 [1954]) *La technique ou l'Enjeu du siècle*, Paris, Économica.

Friedmann Georges (1965) *Fin du peuple juif ?*, Paris, Gallimard.

Green Warren P. (1979) *The Nazi racial policy towards the Karaites*, Madison, University of Wisconsin.

Herzl Théodore (2008) *L'État des Juifs, suivi de Essai sur le sionisme : de l'État des Juifs à l'État d'Israël par Claude Klein*, Paris, Le Seuil.

Inbar Michael and Adler Chaim (1977) *Ethnic integration in Israel: a comparative case study of Moroccan Brothers who settled in France and in Israel*, New Brunswick, Transaction Books.

Katz Nathan (2000) *Who Are the Jews of India?*, Berkeley, Los Angeles/Londres, University of California Press.

Morris Benny (Ed.) (2007) *Making Israel*, Ann Arbor, The University of Michigan Press.

Noiriel Gérard (1998) *Réfugiés et sans-papiers, la République face au droit d'asile*, Paris, Hachette.

Picar Avi (2013) *Cut to measure, Israel's Policies Regarding the Aliyah of North African Jews, 1951-1956*, Be'er Sheva, The Ben Gurion Research Institute, Ben Gurion University of the Negev [en hébreu].

Saadoun Haïm (Dir.) (2005) *Maroc*, Jérusalem, Publication du ministère de l'Éducation, de l'Institut Ben Zvi et de l'Université hébraïque [en hébreu]. Voir aussi les volumes : Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Irak, Iran, publiés la même année, dans la même maison d'édition et tous coordonnés par Haïm Saadoun.

Sand Schlomo, Penslar Derek et Shlaïm Avi (2010) *Israël face à son passé*, Paris, Arkhê.

Scioldo-Zürcher Yann (2016) Contourner l'obstacle de sources archivistiques éparées pour l'étude de la diaspora juive marocaine en Israël, *Diasporas*, 27, pp. 161-177.

Segev Tom (1993 [1991]) *Le septième million*, Paris, Liana Lévi [éd. originale en hébreu].

Shohat Ella (1999) The invention of Mizrahim, *Journal of Palestine Studies*, 29 (1), pp. 5-20.

Shohat Ella (2006) *Le sionisme du point de vue de ses victimes juives, les Juifs orientaux en Israël*, Paris, La Fabrique.

Shragay M. S. (1976) *Les origines religieuses du sentiment national juif*, Paris, Ed. du Mizrahi Hapoël Hamizrahi.

Sitton Shlomo (1962) *Israël, immigration et croissance*, Paris, Cujas.

Témime Émile et Deguigné Nathalie (2001) *Le camp du Grand Arénas Marseille, 1944-1966*, Paris, Autrement.

Tsur Yaron et Scioldo-Zürcher Yann (2017) Du bateau au village... et parfois à Jérusalem, les *olim* marocains face à la politique migratoire israélienne, 1948-1961, *Études arméniennes contemporaines*, 9, pp. 167-188.

Weber Max (1971) *Économie et société*, Paris, Plon.

Węgrzyn Ewa (2011) L'émigration des Juifs de Pologne en Israël dans les années 1956-1959, *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem*, 22 (2011), [en ligne]. URL : <https://journals.openedition.org/bcrfj/6531>

Zuckermann Moshé (2011) Sionisme : histoire et structures actuelles, *Cités*, 3-4 (47-48), pp. 171-179.

Yann Scioldo-Zürcher

Autopsie d'une agence d'émigration : étude des pratiques administratives du département de la *Alya* de l'Agence juive pour Israël, 1948-1960

La *Sohnout*, l'agence d'immigration pour Israël, dont son département de la *Alya*, a organisé et coordonné au cours de la décennie 1950 la venue de plus d'1 million de personnes. Elle a, pour ce faire, créé une administration mondialisée qui a participé à la fois au « sauvetage » de populations menacées et à la promotion de la *alya* pour des personnes désireuses de tenter l'expérience sioniste, tout en leur imposant d'importantes contraintes, concernant notamment l'organisation du droit à migrer et la sédentarisation des personnes autorisées à s'installer dans le pays. Comment dès lors penser l'ambivalence des violences institutionnelles envers des populations migrantes désirées, nécessaires au développement économique et à la stabilité géopolitique de l'État, mais dont la prise en charge administrative les amenait à subir des situations sociales complexes, qui après 1954, ont conduit à la marginalisation géographique, sociale et professionnelle des nouveaux-venus ? Qu'est-ce que la pratique administrative de l'Agence juive nous apprend de la mise en œuvre d'une politique publique d'immigration d'envergure ?

Autopsy of an Emigration Agency: Study of the administrative practices of the Jewish Agency for Israel's *Alya* Department, 1948-1960

The *Sohnout*, the immigration agency for Israel, and its department of *Aliyah*, have organized and coordinated during the 1950s the migration of more than one million people. Following its aim, the Agency has created a globalized administration, that has participated in the "rescue" of threatened populations, promoted also the *Aliyah* for those wishing to try the experience of the migration in Israel, and in the same time, has imposed major constraints on the migrants, concerning especially the right to become migrant and their settlement once in the country. How can we study the ambivalence of the "State's violence" towards desired populations, able to participate in the economic development and the geopolitical stability of the State, but whose administrative management led them to be marginalized at the very moment of their departure? What does the Jewish Agency's administrative practice tell us about the implementation of a mass public immigration policy?

Autopsia de una agencia de emigración: un estudio de las prácticas administrativas del departamento de *Alya* de la Agencia judía para Israel, 1948-1960

La *Sohnout*, la agencia de inmigración para Israel y su departamento de *Alya*, se organizará y coordinará durante la década de 1950 la migración de más de un millón de personas. Con este fin, ha creado una administración globalizada que participa en el « rescate » de las poblaciones amenazadas, y promueve el *alya* para aquellos que desean probar la experiencia de la migración, al tiempo que les impone grandes limitaciones. ¿Cómo, entonces, pensar la ambivalencia de la violencia del Estado de Israel hacia poblaciones deseadas, necesarias para el desarrollo económico y la estabilidad geopolítica del Estado, quien los condujo a ser marginados en el momento mismo de su partida? ¿Qué nos dice la práctica administrativa de la Agencia Judía sobre la implementación de una importante política pública de inmigración?